

23 novembre 2023 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SUR LA SOUVERAINETÉ SANITAIRE DEPUIS LE SITE DE NOVO NORDISK À CHARTRES.

Monsieur le ministre,  
Monsieur le préfet,  
Monsieur l'ambassadeur, merci d'être là,  
Mesdames et Messieurs les parlementaires,  
Monsieur le maire, merci de nous accueillir, dans votre commune,  
Monsieur le président du Conseil régional,  
Monsieur le président du Conseil départemental,  
Monsieur le président directeur général, cher Lars,  
Mesdames et Messieurs, chers amis,

D'abord merci de nous accueillir parmi vous, et c'est pour moi un grand plaisir de revenir, pas simplement dans cette ville, Monsieur le maire, Mesdames et Messieurs les parlementaires, Monsieur le président de la Commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale, mais sur votre site industriel que j'avais visité, je crois, il y a un peu plus de 6 ans. 7 ans. J'étais à l'époque ministre de l'Économie et de l'Industrie. J'en garde un formidable souvenir, mais beaucoup de choses ont changé. Elles sont la traduction de votre engagement, de tout le travail qui a été fait et de vos investissements d'ores et déjà. Avant les annonces du jour, je veux vous remercier de tout ce qui a été investi ces sept dernières années sur ce site qui a permis de continuer à produire encore davantage, à créer davantage d'emplois, à décarboner, comme vous l'avez dit, et qui fait qu'on se retrouve là aujourd'hui. Je le dis souvent, je vais commencer par là, merci à vous et à votre conseil d'administration qui avait fait le choix de la France et de cet investissement. Je voudrais remercier toutes les équipes ici présentes, parce que si ce site est choisi, c'est aussi et avant tout grâce à votre engagement, votre professionnalisme et tout le travail que vous avez fait ces dernières années. Donc, vous pouvez vous applaudir.

[applaudissements]

Je vous remercie du fond du cœur. On est en train de mener la bataille qui est essentielle pour le pays, c'est celle du plein emploi et de la réindustrialisation. Parce que la situation dans laquelle la France se trouvait, et on n'a pas encore gagné totalement cette bataille, était celle d'un pays qui avait beaucoup plus désindustrialisé que nos voisins. Nous avons perdu plus de sites industriels que nombre de nos grands voisins. Nous avons perdu plus d'emplois industriels que nombre de nos grands voisins. Quand je regarde les chiffres, depuis 1980, les branches industrielles avaient perdu deux millions d'emplois, près de la moitié de leurs effectifs, et on avait eu un choc très dur après la crise financière de 2008-2010. C'est le fruit de certaines spécialisations sectorielles qui étaient moins bonnes en France qu'ailleurs, aussi d'un mythe qu'il y avait eu pendant quelques années où on s'était dit ça va être formidable, il n'y aura plus d'usine et c'est mieux. Ça a été le fruit de certaines erreurs que la France avait faites, en particulier on s'était moins robotisé que les voisins. On disait : les robots vont remplacer les emplois, ce n'est pas bon. Or, il se trouve que la robotisation a préservé plus d'emplois, elle a évité des délocalisations dans les pays qu'il avait fait. Tout ça fait qu'était aussi le résultat, il faut bien le dire, d'une forme de préférence collective pour la dépense publique et la consommation plutôt que pour la production. C'est un peu ça le choix qu'on avait fait implicitement. On avait développé progressivement un modèle social, mais on ne s'était pas assez occupé du muscle, de notre compétitivité-prix et de nos règles. Alors, ces dernières années, on a fait un très gros travail collectivement, c'est le fruit de toutes ces réformes, de ce qui a été porté par le tissu économique, l'ensemble des Françaises et des Français dans leurs usines, leurs entreprises, partout sur le territoire, mais on a rattrapé le retard et même un peu plus. Par les ordonnances et les lois qui ont été passées sur le travail en 2017-2018, on a retrouvé une souplesse qui permet aussi de créer plus facilement de l'emploi et qui a recréé de l'attractivité par nos réformes, y compris, je vous rassure, les réformes les plus impopulaires ou les plus attaquées. Eh bien, on a recréé de l'attractivité et de la compétitivité en France.

Les ordonnances travail, la baisse de la fiscalité sur les entreprises et sur les investissements en France, la

réforme qu'on a fait sur l'assurance chômage et même la réforme des retraites qui n'a pas été si populaire que ça, je suis lucide, mais qui crée plus de quantité de travail en France. On a recréé de la capacité à être compétitif. Je le dis parce que souvent dans notre pays, les gens qui chantent les louanges de l'industrie sont parfois ceux qui défendent ce qui la tue. Mais on ne peut pas réindustrialiser le pays si on taxe le capital plus cher que les voisins, si on crée des lois du travail qui sont plus compliquées que chez les voisins, ou si on a une quantité de travail qui est moins importante que chez les voisins. Ça n'est pas vrai. Je peux vous dire que je crois dans l'industrie, qu'on crée des emplois, que c'est notre boulot à tous, mais parce que, aussi on a porté des réformes parfois impopulaires qui nous permettent de le recréer. Bilan des courses, on a recréé deux millions d'emplois ces dernières années et on est en train de réindustrialiser le pays, là où depuis plus de douze ans, on détruisait des emplois industriels, on en a recréé plusieurs centaines de milliers. Là où durant un peu plus de dix années qui précédaient, on avait détruit 600 usines nettes. On en a ces cinq dernières années, recréé 300 nettes. On a effacé, si je puis dire, les pertes d'usines d'après la crise financière, mais on a encore du boulot devant nous.

Les résultats sont là. Là où beaucoup de pays, ces dernières années, devant les difficultés, ont eu une croissance un peu atone, ont eu un chômage qui n'a pas bougé, on a diminué notre taux de chômage de deux points dans le pays. On est passé d'un peu plus de 9 % de taux de chômage à 7 %. On a créé deux millions d'emplois. On n'a jamais eu un taux de chômage aussi bas depuis les années 80, on n'a jamais eu un taux de chômage des jeunes aussi bas depuis qu'on l'enregistre et on n'a jamais eu un taux d'activité aussi important depuis qu'on l'enregistre. Ces quatre dernières années, nous sommes le pays le plus attractif d'Europe. On a des investissements comme celui-ci qui sont faits grâce à ce travail collectif. Et puis, cette bataille de la réindustrialisation, elle passe évidemment aussi par une bataille essentielle sur l'innovation dans votre secteur et dans tous les secteurs. On a réinvesti dans notre recherche et notre enseignement supérieur, on a mis 25 milliards sur dix ans en plus. On a commencé à simplifier les règles et on va continuer d'aller de l'avant. Et puis, on a lancé France 2030 qui permet, dans tous les domaines, de l'agriculture qui est si importante aussi pour la région, à l'industrie pharmaceutique, en allant du nucléaire jusqu'à l'espace, on investit un peu plus de 50 milliards d'euros pour aider justement à être au top des innovations de rupture pour, là aussi, gagner cette bataille de l'innovation industrielle avec, au sein de ce France 2030, tout un volet innovation santé qu'on a beaucoup beaucoup travaillé.

Donc oui, cette bataille, on la mène aussi dans votre industrie, pour le médicament, pour les dispositifs médicaux, tout ce qui va permettre d'améliorer la vie, de nos compatriotes et partout dans le monde, et d'être au cœur de cette bataille. Avec quelques convictions, d'abord, on a normalement tout pour réussir. On a des grands champions étrangers qui ont fait le choix de la France, comme Novo, des grands champions français historiques. On a une très bonne recherche. On a un modèle français de recherche clinique et de travail entre nos hôpitaux où on a à la fois de la clinique et de la recherche qui y sont présents. On a un bon système de formation et donc normalement, on a tout pour faire. Et puis, on a collectivement appris de la crise Covid. Pendant la crise Covid, on s'est aperçu que ce n'est pas nous qui avons quand même trouvé les premiers vaccins, que ce n'était pas nous qui avons les meilleurs sites pour le produire et qu'on était dépendant, y compris de choses qu'on pensait sans valeur. Je ne vais pas ici vous rappeler ce qu'on a vécu sur les masques, certains médicaments, même à un moment le stress sur le doliprane et autres. On a développé une stratégie santé qui couvre un peu tout le spectre. On s'est dit, et on avait commencé dès 2018, mais on l'a accéléré en 2021, on veut relocaliser des médicaments critiques. On en a défini 25. C'est ce qu'on a annoncé en 2022 en Ardèche. Là, on a mis les bouchées doubles pour remettre de la production en France sur ces médicaments critiques. On s'est dit, on veut réinvestir dans, justement, l'innovation de santé et l'innovation de rupture. Notre stratégie innovation-santé a conduit à développer plus de bio-clusters, plus d'instituts, hospitalo-universitaires pour faire de la recherche. On veut être justement au cœur des médicaments critiques et de l'innovation. On a réinvesti un peu plus de sept milliards d'euros sur le secteur spécifiquement biotech et dispositifs médicaux. On a décidé d'aller de l'avant.

Dans ce contexte, votre investissement aujourd'hui, monsieur le président Directeur Général, cher Lars, l'investissement du groupe Novo est pour nous au cœur véritablement de la stratégie. Ici, à Chartres, votre entreprise matérialise véritablement cette volonté. D'abord, parce que vous êtes une entreprise modèle et parce que cet investissement que vous avez annoncé va permettre d'aller de l'avant. Ça fait plusieurs années qu'à chaque fois, vous investissez en France. J'ai fait le compte, depuis 2010, c'est plus de 450 millions d'euros qui ont été investis ici et tout particulièrement ces trois, quatre dernières années, ce sont des investissements massifs pour décarboner la ligne et en créer de nouvelles de manière vraiment inédite. Cette confiance que vous avez dans notre pays, dans la stratégie que nous mettons en place, dans vous toutes et tous comme je le disais au début, elle est massive. C'est essentiel pour le pays. C'est aussi le fruit d'un dialogue qu'on a changé, vous l'entendez peut-être chaque année, où il faut donner de la visibilité sur les prix. Là-dessus, on s'est amélioré ces dernières années, mais on doit aller beaucoup plus loin. Pour moi, au cœur de la stratégie santé, on va aussi continuer, nous en France et en Europe, de donner plus de visibilité sur les prix aux industries, que ce soit d'ailleurs les grands groupes comme les startups, et permettre d'accroître encore les innovations, mais surtout de consolider la production chez nous. Grâce à ça, en particulier, on a aussi une balance commerciale, en plus d'une production, qui s'est vraiment améliorée sur le site français. Vous venez

d'annoncer aujourd'hui 2,1 milliards d'euros. C'est un montant inédit, inédit, et je vous en remercie très profondément. C'est inédit pour votre entreprise, c'est inédit pour l'industrie pharmaceutique en France, et c'est l'un des plus gros montants d'investissements industriels pour notre pays cette année.

[applaudissements]

Merci à vous. Cet investissement, il va permettre d'assurer la résilience des chaînes de production dans un secteur essentiel qui est celui de la santé, avec le doublement des capacités de production d'ici 2028. C'est au cœur de la bataille de la souveraineté industrielle et sanitaire que nous voulons. C'est aussi au cœur de la bataille de l'emploi, vous avez évoqué les embauches qui vont accompagner cet investissement. Ensuite, c'est un investissement qui va contribuer à la décarbonation de notre industrie avec de nouvelles plateformes d'utilité verte, normalement, pour la production elle-même, pour les véhicules électriques et pour tout ce qu'il y a autour de la production et des équipes. C'est un investissement qui va contribuer à nous faire gagner cette bataille de l'export que j'appelais de mes vœux en début de semaine.

Nous avons lancé un grand programme pour les entreprises de taille intermédiaire françaises avec ETIncelles. La bataille de l'export est clé. Ici, c'est celle que vous menez parce qu'ici, plus de 90 % de ce que vous produisez est exporté partout à travers l'Europe et à travers le monde, plus de 80 pays. Augmenter la production sur ce site, c'est augmenter vos exportations et les exportations du site productif français. Vous le savez, on parle souvent de nos finances publiques, mais nos finances publiques, c'est par la réindustrialisation qu'on les améliorera avant toute chose. On n'aura pas de modèle français pérenne, pas de décarbonation pérenne si on ne la gagne pas cette bataille. Parce que c'est plus on créera d'emplois et de richesses, qu'on pourra avoir du retour par les taxes et financer ce qu'on fait à l'intérieur et qu'on réduira ce fameux déficit commercial qu'est le déficit français. Il y a peu de chances qu'on le règle si on ne produit pas davantage dans le pays pour l'exporter. Ici, c'est la bataille que vous menez et que vous nous aidez à gagner. Souveraineté industrielle et création d'emplois, décarbonation, exportation. C'est aussi la démonstration que la bataille du progrès, c'est une vraie bataille du « en même temps », comme dirait l'autre. On vous ne demande pas de choisir entre l'industrie et la décarbonation, on ne vous demande pas de choisir entre la création d'emplois et le climat. Vous les faites, en même temps, par des investissements intelligents, de l'innovation et de la volonté. Pour tout ça, je tiens à vous féliciter et vous remercier.

Ce seront plus de 500 personnes qui vont trouver un emploi grâce à ces investissements, ce sont des centaines de millions, peut-être des milliards d'exportations, qui vont améliorer notre bilan à travers le temps et c'est une décarbonation qui va nous permettre d'atteindre véritablement la neutralité carbone. C'est la recette du succès, c'est celle que vous écrivez à Chartres avec Novo. Bravo !

[applaudissements]

Pour finir, je vais vous dire, on va continuer de vous accompagner pour aller plus loin. On va devoir travailler davantage, innover encore plus, investir encore plus et simplifier encore plus. Travailler davantage, c'est simple : on doit aider nos jeunes et tous ceux qui sont loin de l'emploi à retrouver un emploi. Vous allez ici, je le disais, créer 500 emplois. Il faut que les jeunes qui sortent d'école — j'ai vu qu'ici on avait la France entière qui avait trouvé un emploi ou choisi le territoire — puissent beaucoup plus facilement en trouver. C'est la réforme qu'on mène sur le lycée professionnel qui est essentielle pour cette bataille, celle qu'on va mener pour le premier cycle universitaire, pour avoir des formations plus adaptées aux besoins de la nation. C'est toute la réforme de France Travail qu'on conduit pour aller aider les personnes qui sont les plus loin de l'emploi, pour les aider à les requalifier dans les métiers où il y en a besoin. Le vôtre en fait partie. Cette bataille, il faut continuer de la mener. Ce sont des réformes, c'est du travail pour parfois changer les habitudes, lutter contre en quelque sorte nos propres rigidités et se dire : dans tous les secteurs où il y a des besoins de travail, on doit permettre à nos jeunes, et nos moins jeunes, d'y aller.

7 % de chômage, je le disais il y a quelques jours en appelant un réveil collectif, on n'a pas le droit de rester, juste de nous contenter de ça. Le plein emploi, c'est 5 %, 4 %. On doit y aller. La deuxième bataille qu'on va continuer à mener, c'est celle de l'innovation. Avec France 2030, on va mobiliser avec le prochain budget dans cette enveloppe des 57 milliards supplémentaires pour faire face à l'urgence écologique, la compétitivité et autres. On a complété ce programme avec notre projet de loi Industrie verte qui va permettre des crédits d'impôt de 20 à 45 % pour les investissements de décarbonation, manière de répondre aux Américains qui ont fait leur loi pour attirer les investissements chez eux. On doit continuer d'innover, d'attirer les investissements innovants chez nous et d'investir. C'est toute la dynamique qu'on veut et donc dans les quatre prochaines années, on veut finir d'avoir 20 biomédicaments d'exceptions en France en mettant en particulier un gros coup d'accélérateur sur l'investissement dans l'innovation et les biotechs. A cet égard, nous avons déjà cinq biomédicaments aujourd'hui qu'on a réussi à développer sur notre territoire. Une vingtaine qui sont en essais cliniques. C'est à nous maintenant d'accélérer pour les faire arriver sur le marché. Je sais que ce sont des sujets qui vous sont chers et ça me permet de vous remercier, en particulier pour votre investissement pour toute la filière santé et pharma dans notre pays au nom de toute l'industrie européenne et mondiale. On doit simplifier

pour aller vite. Tout ce qu'on se dit là, c'est une bataille de vitesse parce que le monde va de plus en plus vite. On doit continuer de simplifier pour que les implantations industrielles se fassent. C'est un travail qui a été fait ces dernières années par nos parlementaires, qui est porté par vos élus, qui est porté par Business France et toutes les équipes qui sont là. Vous avez bénéficié de France Expérimentation ici pour justement faciliter vos projets, mais on doit encore faire plus vite et donc nous allons continuer de simplifier les choses. L'objectif que j'ai donné au Gouvernement, c'est celui qui est d'ailleurs porté par la loi Industrie verte, c'est de diviser au moins par deux nos délais. Quand on a des projets qui parfois mettent des années à voir le jour pour un site industriel, c'est des emplois qu'on ne crée pas assez vite. C'est des marchés qu'on avait à conquérir, qu'on laisse à nos concurrents. Ce sont des pertes d'opportunités pour vos entreprises et pour le pays. On doit simplifier pour accélérer.

Vous le voyez, en vous félicitant aujourd'hui et en nous félicitant de cet investissement extraordinaire de 2,1 milliards d'euros pour vous, avec vous sur ce territoire, je veux vous dire qu'il est le fruit d'un travail collectif. Il ne vient pas tout seul mais que nous devons encore redoubler d'effort pour gagner cette bataille. C'est à cette condition qu'on pourra avoir une France qui a un modèle qui se renforce, une école plus forte, une santé plus forte, des services publics plus forts qui protègent mieux ses enfants et qui accompagnent mieux ses aînés, parce qu'il n'y a aucune politique sociale qui existe à crédit. La bonne politique sociale, elle est financée par une bonne politique productive, des emplois créés, de l'industrie qui se développe et des exports qui sont faits. C'est le modèle dans lequel on croit, c'est celui auquel vous contribuez, et c'est pour ça qu'on va continuer de travailler dur et d'accélérer.

Mesdames et Messieurs, je voulais simplement vous dire, aujourd'hui mes remerciements, ma confiance pour vous tous ici à Chartres, pour le groupe, pour vous. Cher Lars, vous dire combien tout ça est le fruit d'un engagement de nous tous et toutes et qu'avec cette formidable annonce d'aujourd'hui, je sais que les années qui viennent vont être encore plus glorieuses et conquérantes à Chartres et dans tout le groupe, mais que c'est ce même esprit que nous allons faire souffler dans la France entière. Merci à tous et toutes. Vive Novo ! Vive Chartres ! Vive la République et vive la France !